



SARL au capital de 100 000€
RCS Limoges 428 180 236

C.R.C.C. Grande Aquitaine



Nos bureaux

LEGOUVÉ

4 rue Legouvé
87000 LIMOGES
Tél.: 05 55 32 50 32
Fax : 05 55 32 09 80
legouve@audefi.fr

ROMANET

16 rue Bernard Lathière
87000 LIMOGES
Tél.: 05 55 32 22 81
Fax : 05 55 05 32 11
romanet@audefi.fr



Nos commissaires aux comptes

Vincent BARON
Bruno DEZEYRAUD
Maxime CAMILLERI
Franck MERIGOT
Julien LEBRIN
Alexandre COUFFY

ADIL Haute-Vienne

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

ADIL Haute-Vienne

28, avenue de la Libération

87000 LIMOGES

ADIL Haute-Vienne

- 1 – Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
- 2 – Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées



ADIL Haute-Vienne

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



A l'Assemblée Générale de l'ADIL Haute-Vienne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIL Haute-Vienne relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

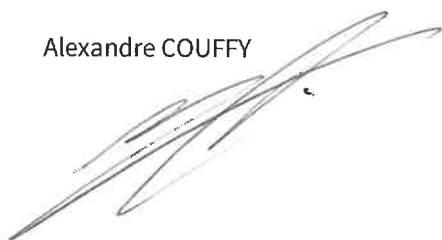
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Limoges,
Le 15 mai 2024

Le Commissaire aux comptes
AUDEFI AUDIT

Alexandre COUFFY



Annexe au rapport sur les comptes annuels du commissaire aux comptes

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage						
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	82 329. 44	82 287. 01	42. 43	107. 82	65. 39-	60. 65-
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
	Total II	82 329. 44	82 287. 01	42. 43	107. 82	65. 39-	60. 65-
Comptes de Régularisation	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés						
	Autres créances	2 001. 43		2 001. 43	25 500. 00	23 498. 57-	92. 15-
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement	194 132. 50		194 132. 50	192 211. 00	1 921. 50	1. 00
Comptes de Régularisation	Disponibilités	283 306. 20		283 306. 20	244 030. 49	39 275. 71	16. 09
	Charges constatées d'avance (3)	852. 00		852. 00	1 294. 61	442. 61-	34. 19-
	Total III	480 292. 13		480 292. 13	463 036. 10	17 256. 03	3. 73
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	562 621. 57	82 287. 01	480 334. 56	463 143. 92	17 190. 64	3. 71

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	420 795.24	416 207.88	4 587.36	1.10
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	13 473.67	4 587.36	8 886.31	193.71
	Subventions d'investissement Provisions réglementées				
	Total I	434 268.91	420 795.24	13 473.67	3.20
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit				
	Concours bancaires courants	30.54	31.66	1.12-	3.54-
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 694.23	7 341.04	646.81-	8.81-
	Dettes fiscales et sociales	38 634.88	34 476.98	4 157.90	12.06
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	706.00	499.00	207.00	41.48
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)				
	Total IV	46 065.65	42 348.68	3 716.97	8.78
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	480 334.56	463 143.92	17 190.64	3.71

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

46 065.65

42 348.68

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services							
Chiffre d'affaires NET							
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			88 407. 00	85 579. 00		2 828. 00	3. 30
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			9 236. 91	487. 63		8 749. 28	NS
Autres produits			223 279. 99	221 332. 12		1 947. 87	0. 88
Total des Produits d'exploitation (I)			320 923. 90	307 398. 75		13 525. 15	4. 40
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			41 576. 10	40 451. 09		1 125. 01	2. 78
Impôts, taxes et versements assimilés			1 048. 34	1 052. 35		4. 01-	0. 38-
Salaires et traitements			200 127. 64	193 167. 50		6 960. 14	3. 60
Charges sociales			70 610. 29	69 888. 20		722. 09	1. 03
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			65. 29	80. 30		15. 01-	18. 69-
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			2. 95	2. 58		0. 37	14. 34
Total des Charges d'exploitation (II)			313 430. 61	304 642. 02		8 788. 59	2. 88
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			7 493. 29	2 756. 73		4 736. 56	171. 82
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	6 355.38	2 196.63	4 158.75	189.32
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	6 355.38	2 196.63	4 158.75	189.32
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI				
2. Résultat financier (V-VI)	6 355.38	2 196.63	4 158.75	189.32
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	13 848.67	4 953.36	8 895.31	179.58
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII				
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12.00	210.00	198.00-	94.29-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	12.00	210.00	198.00-	94.29-
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	12.00-	210.00-	198.00	94.29
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	363.00	156.00	207.00	132.69
Total des produits (I+III+V+VII)	327 279.28	309 595.38	17 683.90	5.71
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	313 805.61	305 008.02	8 797.59	2.88
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	13 473.67	4 587.36	8 886.31	193.71

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées
Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

CABINET CHAUPRADE

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 480 334.56 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 320 923.90 Euros et dégageant un excédent de 13 473.67 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Nous vous rappelons que l'ADIL de la Haute-Vienne est une association à but non lucratif, dont l'objet est d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat. L'article 3 des statuts détaille cet objet.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

SARL AUDEFI AUDIT
C.R.C.C. Grande Aquitaine
4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES
SIREN 428 180 236
Tél : 05 55 32 50 32 / legouve@audafi.fr

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations générales agencements aménagements divers	42 956		
Matériel de transport	5 690		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	33 684		
TOTAL	82 329		
TOTAL GENERAL	82 329		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations générales agencements aménagements divers			42 956	42 956
Matériel de transport			5 690	5 690
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			33 684	33 684
TOTAL			82 329	82 329
TOTAL GENERAL			82 329	82 329

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations générales agencements aménagements divers	42 956			42 956
Matériel de transport	5 690			5 690
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	33 576	65		33 641
TOTAL	82 222	65		82 287
TOTAL GENERAL	82 222	65		82 287

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	65				
TOTAL	65				
TOTAL GENERAL	65				

SARL AUDEFI AUDIT
C.R.C.C. Grande Aquitaine
4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES
SIREN 428 180 236
Tél. : 05 55 32 50 32 / legouve@audefi.fr

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	4 16 208	4 587		0-	4 20 795
Excédent ou déficit de l'exercice	4 587		13 474	4 587	13 474
Situation nette	4 20 795				4 34 269
TOTAL I	4 20 795	4 587	13 474	4 587	4 34 269

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Débiteurs divers	2 001	2 001	
Charges constatées d'avance	852	852	
TOTAL	2 853	2 853	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	31	31		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 694	6 694		
Personnel et comptes rattachés	20 008	20 008		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 831	17 831		
Autres impôts taxes et assimilés	796	796		
Autres dettes	706	706		
TOTAL	46 066	46 066		

SARL AUDEFI AUDIT
C.R.C.C. Grande Aquitaine
4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES
SIREN 428 180 236
Tél. : 05 55 32 50 32 / legouve@audefi.fr

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subvention d'exploitation CAF	23 500
Subv. d'exploitation Ministère de la Transition Ecologique	62 522
Subvention d'exploitation MSA	2 385
Total	88 407

Effectif moyen

	JARL AUDEFI AUDIT C.R.C.C. Grande Aquitaine 4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES SIREN 428 180 236 tél. : 05 55 32 50 32 / legouve@audefi.fr	Personnel salarié
Cadres		1
Employés		4
Total		5

Valorisation des contributions volontaires

Comme lors des exercices précédents, il n'y a pas de contributions volontaires en nature.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

Les indemnités de fin de carrière sont couvertes par un contrat souscrit auprès de la Banque Populaire.

Il n'y a pas eu de versement au cours de l'exercice 2023. La valeur de ce contrat est de 27 999 € au 31/12/2023.

ADIL Haute-Vienne

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023



A l'Assemblée Générale de l'ADIL Haute-Vienne,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Convention passée au cours de l'exercice

En application de l'article R 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L 612-5 du Code de Commerce, qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

- Objet : Cotisation 2023 versée par le Conseil Départemental de la Haute-Vienne

Le Conseil Départemental de la Haute-Vienne verse à l'Adil Haute-Vienne une cotisation qui s'est élevée à 67 000 euros au titre de l'exercice 2023.

Votre Présidente, Sylvie TUYERAS, est également Vice-Président en charge de l'insertion et du logement au Conseil Départemental de la Haute-Vienne.

A Limoges
Le 15 mai 2024

Le Commissaire aux comptes
AUDEFI AUDIT

Alexandre COUFFY

